



National Defence

National Defence Headquarters
Ottawa, Ontario
K1A 0K2

Défense nationale

Quartier général de la Défense nationale
Ottawa (Ontario)
K1A 0K2

REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

Proposal To: National Defence Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods and services listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefore.

Proposition à : Défense nationale Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens et services énumérés ici et sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indique(s).

Comments – Commentaires

RETURN BIDS TO: RETOURNER LES SOUMISSIONS À :

Bid Receiving – PWGSC – Réception des soumissions – TPSGC
11 Laurier St. – 11 rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 – Noyau 0B2
Gatineau, Québec K1A 0S5

Solicitation Closes – L'invitation prend fin

At – à :
2:00 PM – 14:00

On – le : 18.11.2019

Time Zone – Fuseau Horaire :
Eastern Standard Time (EST)
Heure Normale de l'Est (HNE)

Title – Sujet Remorque Pour Embarcation Pneumatique À Coque Rigide (REPCR)	
Solicitation No. N° de l'invitation W8476-206230/A	Date of Solicitation Date de l'invitation 01.11.2019
Address enquiries to: – Adresser toute demande de renseignements à : Bobby Collison Telephone No. – N° de telephone 819-939-6506 E-Mail Address – Courriel bobby.collison@forces.gc.ca	
Destination See herein – Voir aux présentes	

Instructions: Municipal taxes are not applicable. Unless otherwise specified herein all prices quoted must include all applicable Canadian customs duties, GST/HST, excise taxes and are to be delivered Delivery Duty Paid including all delivery charges to destination(s) as indicated. The amount of the Goods and Services Tax/Harmonized Sales Tax is to be shown as a separate item.

Instructions : Les taxes municipales ne s'appliquent pas. Sauf indication contraire, les prix indiqués doivent comprendre les droits de douane canadiens, la TPS/TVH et la taxe d'accise. Les biens doivent être livrés « rendu droits acquittés », tous frais de livraison compris, à la ou aux destinations indiquées. Le montant de la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée doit être indiqué séparément.

Delivery requested Livraison demandée See herein – Voir aux présentes	Delivery offered Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print): La personne autorisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) :	
Name – Nom	Title – Titre
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	4
1.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	4
1.2 BESOIN	4
1.3 COMPTE RENDU	4
1.4 ACCORDS COMMERCIAUX	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	5
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	5
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	5
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE DE SOUMISSIONS	5
2.4 LOIS APPLICABLES	6
2.5 AMÉLIORATIONS APPORTÉES AU BESOIN PENDANT LA PÉRIODE DE SOUMISSIONS	6
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	6
3.1 DIRECTIVES DE PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	6
3.2 SECTION I : SOUMISSION TECHNIQUE	7
3.3 SECTION II : SOUMISSION FINANCIÈRE	7
3.4 SECTION III : ATTESTATIONS	8
3.5 SECTION IV : RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	8
PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 3 – BARÈME DE PRIX	10
1. GÉNÉRALITÉS	10
2. BIENS ET/OU SERVICES FERMES	10
3. PRIX DE LA SOUMISSION	10
PIÈCE JOINTE 2 DE LA PARTIE 3 – INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE	11
PARTIE 4 – MÉTHODE D'ÉVALUATION ET BASE DE SÉLECTION	12
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	12
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION – PRIX ÉVALUÉ LE PLUS BAS, CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES	12
PIÈCE JOINTE 1 À LA PARTIE 4 – CRITÈRES D'ÉVALUATION	12
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	13
5.1 GÉNÉRALITÉS	13
5.2 ATTESTATIONS À PRÉSENTER AVEC LA SOUMISSION	13
5.3 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU MARCHÉ ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	14
PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	15
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	15
6.2 BESOIN	15
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	15
6.4 DURÉE DU CONTRAT	17
6.5 RESPONSABLES	17
6.6 PAIEMENT	21
6.7 FACTURATION	22
6.8 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	23
6.9 LOIS APPLICABLES	23
6.10 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	23
6.11 CONTRAT DE DÉFENSE	24
6.12 ASSURANCE – AUCUNE EXIGENCE PARTICULIÈRE	24
6.13 INSPECTION ET ACCEPTATION	24
6.14 RÉUNION APRÈS L'ATTRIBUTION DU CONTRAT	24
6.15 SYSTÈMES DE GESTION DE LA QUALITÉ– EXIGENCES (CODE DE L'ASSURANCE DE LA QUALITÉ C)	24

6.16	MATÉRIEL	25
6.17	INTERCHANGEABILITÉ	25
6.18	SÉCURITÉ DES VÉHICULES	25
6.19	AVIS DE RAPPEL	25
6.20	EMBALLAGE	25
6.21	MATÉRIAUX D'EMBALLAGE EN BOIS	25
6.22	PRÉPARATION EN VUE DE LA LIVRAISON	26
6.24	LIVRAISON ET DÉCHARGEMENT	26
6.25	ENSEMBLES INCOMPLETS	26
6.26	ASSEMBLAGE ET PRÉPARATION À LA LIVRAISON	26
6.27	ACCÈS AU LIEU DE TRAVAIL	26
6.28	RÈGLEMENT CONCERNANT LES EMPLACEMENTS DES FORCES ARMÉES CANADIENNES	26

ANNEXE A – BESOIN	27
--------------------------	-----------

ANNEXE B – BASE DE PAIEMENT	28
------------------------------------	-----------

1.	GÉNÉRALITÉS	28
2.	BIENS ET/OU SERVICES FERMES	28

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Exigences relatives à la sécurité

- A. Le besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

1.2 Besoin

- A. Le besoin est décrit en détail au point « Besoin » des clauses du contrat subséquent, à la partie 6.

1.3 Compte rendu

- A. Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Ils doivent en faire la demande à l'autorité contractante dans les quinze (15) jours ouvrables qui suivent la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut se faire par écrit, par téléphone ou en personne.

1.4 Accords commerciaux

- A. Le besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

- A. Toutes les instructions, clauses et conditions désignées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat \(CCUA\)](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- B. Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.
- C. Le document [2003](#) (2018-05-22), Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante, sous réserve des modifications ci-dessous :
- (i) La section 02, Numéro d'entreprise – approvisionnement, est supprimée en entier.
 - (ii) La section 05, Présentation des soumissions, paragraphe 4, est modifiée comme suit :

Supprimer : 60 jours
Insérer : 120 jours
 - (iii) La section 08, Transmission par télécopieur ou par Connexion postel, est supprimée en entier.
 - (iv) Le paragraphe 2 de la section 20, Autres renseignements, est supprimé en entier.

2.2 Présentation des soumissions

- A. Les soumissions doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Services publics et Approvisionnement Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués dans la demande de soumissions.
- B. En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur ne seront pas acceptées.
- C. En raison de la nature de la présente demande de soumissions, les soumissions transmises par Connexion postel ne seront pas acceptées.

2.3 Demandes de renseignements – demande de soumissions

- A. Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au plus tard quinze (15) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Il est possible que les demandes de renseignements reçues après ce délai restent sans réponse.
- B. Les soumissionnaires devraient indiquer aussi fidèlement que possible l'article numéroté de la demande de soumissions auquel se rapporte leur demande de renseignements. Ils devraient prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » à côté de chaque article pertinent. Les articles affichant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf si le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le gouvernement du Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif et de permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

- A. Les contrats seront interprétés et régis selon les lois en vigueur dans la province de l'Ontario, et les relations entre les parties seront aussi régies par ces lois.
- B. Les soumissionnaires peuvent, à leur discrétion, indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans compromettre la validité de leur soumission, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que le soumissionnaire accepte les lois applicables indiquées.

2.5 Améliorations apportées au besoin pendant la période de soumissions

- A. Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, les spécifications ou le besoin contenus dans la demande de soumissions sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard quinze (15) jours avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle suggestion proposée ou la totalité des suggestions proposées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Directives de préparation des soumissions

- A. Le Canada demande que les soumissionnaires présentent leur soumission en sections distinctes, comme suit :
 - Section I : Soumission technique : 2 copies papier
 - Section II : Soumission financière : 1 copie papier
 - Section III : Attestations : 1 copie papier
 - Section IV : Renseignements supplémentaires : 1 copie papier
- B. Les prix ne doivent figurer que dans la soumission financière. Aucun prix ne doit être indiqué ailleurs dans la soumission.
- C. Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur soumission :
 - (i) utiliser du papier de 8,5 x 11 po (216 x 279 mm);
 - (ii) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.
- D. En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la Politique d'achats écologiques (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :
 - (i) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;
 - (ii) présenter le document dans un format qui respecte l'environnement, notamment une impression en noir et blanc plutôt qu'en couleur, une impression recto verso ou à double face, des agrafes ou des trombones plutôt qu'une reliure Cerlox, une reliure à attaches ou une reliure à anneaux.

3.2 Section I : Soumission technique

- A. Dans leur soumission technique, les soumissionnaires doivent expliquer et démontrer comment ils ont l'intention de répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

3.2.1 Produits de remplacement et solutions de rechange

- A. Les soumissionnaires peuvent proposer des produits de remplacement et des solutions de rechange lorsqu'un équivalent est indiqué à l'annexe A, Besoin.
- B. Les produits de remplacement et les solutions de rechange qui sont équivalents sur le plan de la forme, de l'ajustement, de la fonction, de la qualité et du rendement seront pris en considération lorsque le soumissionnaire :
- (i) indique clairement un produit de remplacement et/ou une solution de rechange;
 - (ii) indique la marque, le modèle et/ou le numéro de pièce du produit de remplacement et/ou du produit, le cas échéant;
 - (iii) déclare que le produit de remplacement est entièrement interchangeable avec l'article indiqué dans la description des exigences techniques;
 - (iv) fournit les caractéristiques complètes et les brochures, s'il y a lieu;
 - (v) présente une déclaration de conformité comprenant les caractéristiques techniques qui montrent que le produit de remplacement et/ou la solution de rechange répondent à toutes les exigences techniques indiquées dans la description des exigences techniques;
 - (vi) indique clairement les parties dans la description des exigences techniques et dans les brochures qui confirment que le produit de remplacement ou la solution de rechange sont conformes aux exigences techniques.
- C. Les produits de remplacement et les solutions de rechange qui sont offerts en tant qu'équivalents sur le plan de la forme, de l'ajustement, de la fonction, de la qualité et du rendement ne seront pas pris en compte par le responsable technique si :
- (i) la soumission ne fournit pas toute l'information requise pour permettre au responsable technique d'évaluer pleinement l'équivalence du produit;
 - (ii) le produit de remplacement et/ou la solution de rechange ne répondent pas aux exigences techniques précisées dans la description des exigences techniques.
- D. On invite les fournisseurs à offrir ou à proposer des solutions écologiques lorsqu'il est possible de le faire.

3.3 Section II : Soumission financière

- A. Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la pièce jointe 1 à la partie 3 (Barème de prix).

3.3.1 Paiement électronique des factures – Soumission

- A. Si vous êtes disposé à accepter le paiement de factures à l'aide d'instruments de paiement électroniques, remplissez la pièce jointe 2 à la partie 3 (Instruments de paiement électronique) pour indiquer lesquels sont acceptés.
- B. Si la pièce jointe 2 à la partie 3 (Instruments de paiement électronique) n'a pas été remplie, on considérera que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

- C. L'acceptation d'instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.3.2 Fluctuation du taux de change

- A. Le besoin ne prévoit aucune atténuation du risque relative à la fluctuation du taux de change. Aucune demande de protection contre la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toutes les soumissions qui comprennent une telle disposition seront jugées non recevables.

3.4 Section III : Attestations

- A. Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la partie 5.

3.5 Section IV : Renseignements supplémentaires

- A. Dans la section IV de leur soumission, les soumissionnaires doivent fournir :
- (i) Une copie de la page 1 de la présente demande de soumissions, remplie, signée et datée, le cas échéant;
 - (ii) Le nom de la ou des personnes et leurs coordonnées (titre, adresse postale, numéro de téléphone et courriel) que les soumissionnaires autorisent à :
 - a) communiquer avec le Canada en ce qui concerne leur soumission et tout contrat subséquent pouvant découler de leur soumission;
 - b) coordonner la livraison et le suivi;
 - c) fournir le service après-vente, à effectuer l'entretien et les réparations couvertes par la garantie, ainsi qu'à fournir une gamme complète de pièces de rechange pour le véhicule et l'équipement offerts. Le soumissionnaire doit indiquer la distance entre le point de livraison et le concessionnaire ou l'agent autorisé, laquelle ne devrait pas dépasser 150 km;
 - (iii) Concernant le point de la partie 2 intitulé « Lois applicables » de la demande de soumissions : le nom de la province ou du territoire, s'il diffère de celui indiqué;
 - (iv) Toute autre information présentée dans la soumission qui n'est pas déjà détaillée.

3.5.1 Date(s) de livraison

- A. Toute date de livraison proposée ne sera pas incluse dans l'évaluation financière.

3.5.1.1 Biens et/ou services fermes

- A. La livraison des biens et/ou services fermes est demandée au plus tard dans les 60 jours suivant la date d'attribution du contrat. Si le soumissionnaire a besoin de plus de temps, il doit proposer la meilleure date de livraison possible, sous la forme d'une date fixe ou d'une période de temps à partir de la date d'attribution du contrat. Si le soumissionnaire ne propose pas de date ou de période de temps, on considérera qu'il convient de livrer les biens avant l'échéance fixée.

3.5.2 Période de garantie

3.5.2.1 Période de garantie standard du fabricant

- A. Le Canada demande aux soumissionnaires de fournir des précisions sur la période de garantie de base du fabricant pour le véhicule ou l'équipement et leurs composants dépassant la période de garantie minimale de **12 mois**. Toute garantie standard supplémentaire offerte par le fabricant comme les garanties issues du fabricant d'équipement d'origine pour les composants et les sous-ensembles feront partie du contrat proposé.

PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 3 – BARÈME DE PRIX

1. Généralités

- A. Le soumissionnaire doit remplir le barème de prix suivant et le joindre à sa soumission. Il faut au moins indiquer le prix unitaire ferme pour chaque article.
- B. Tous les prix et les coûts doivent être exprimés en dollars canadiens, droits de douane et taxes d'accise canadiens compris, taxes applicables exclues.

2. Biens et/ou services fermes

2.1 Voiturettes de golf électriques

- A. Le ou les prix fermes comprennent les spécifications connexes et les produits livrables indiqués à l'annexe A, Besoin, rendu droits acquittés, selon les Incoterms 2010, au point de livraison précisé :

Article	Point de livraison	Quantité demandée (A)	Prix unitaire ferme (B)	Total (C = A x B)
001	CFS St. John, Nfld	1	\$	\$
002	CFB Halifax	1	\$	\$
003	CFB Gagetown	2	\$	\$
004	BFC Valcartier	3	\$	\$
005	3ERE Bagotville	1	\$	\$
006	CFB Montreal	1	\$	\$
007	CFSU Ottawa	1	\$	\$
008	GSU Toronto	2	\$	\$
009	GSU London	3	\$	\$
010	39 Svc Bn Chilliwack	3	\$	\$
011	CFB Esquimalt	1	\$	\$

3. Prix de la soumission

Total global (C)	\$
-------------------------	----

PIÈCE JOINTE 2 DE LA PARTIE 3 – INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

A. Le soumissionnaire accepte d'être payé à l'aide des instruments de paiement électronique suivants :

- () dépôt direct (national et international);
- () échange de données informatisé (EDI);
- () virement télégraphique (international seulement).

PARTIE 4 – MÉTHODE D'ÉVALUATION ET BASE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- A. Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions.
- B. Une équipe d'évaluation composée de représentants du gouvernement du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Évaluation technique

- A. Les critères d'évaluation technique obligatoires sont inclus dans la pièce jointe 1 de la partie 4 (Critères d'évaluation).

4.1.2 Évaluation financière

4.1.2.1 Biens et/ou services fermes

- A. Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, rendu droits acquittés, selon les Incoterms 2010, droits de douane et taxes d'accise du Canada compris, et taxes applicables exclues.

4.2 Méthode de sélection – Prix évalué le plus bas, critères techniques obligatoires

- A. Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable affichant le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'attribution d'un contrat.

PIÈCE JOINTE 1 À LA PARTIE 4 – CRITÈRES D'ÉVALUATION

Voir le document ci-joint intitulé « QUESTIONNAIRE DE RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES REMORQUE POUR EMBARCATION PNEUMATIQUE À COQUE RIGIDE (REPCR)»

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

5.1 Généralités

- A. Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.
- B. Les attestations que les soumissionnaires remettent au gouvernement du Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par celui-ci. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission irrecevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, s'il est déterminé que le soumissionnaire a fait, sciemment ou non, de fausses déclarations concernant les attestations, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.
- C. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. Le fait de ne pas se conformer et de ne pas coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante rendra la soumission non recevable ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.2 Attestations à présenter avec la soumission

- A. Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.2.2 Attestation du contenu canadien

- A. Cet achat est limité aux produits canadiens.
- B. Le soumissionnaire atteste que :
- C. () le ou les produits offerts sont des produits canadiens tel qu'il est défini au paragraphe 1 de la clause [A3050T](#).

5.2.3 Définition du contenu canadien

- A. **Produit canadien** : Un produit entièrement fabriqué au Canada ou d'origine canadienne est considéré comme un produit canadien. Un produit dont des composantes sont importées peut aussi être considéré comme produit canadien aux fins de la politique, pourvu qu'il ait été suffisamment transformé au Canada pour être conforme à la définition des Règles d'origine établies par L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Aux fins de cette détermination, il faut remplacer le terme « territoire », qui figure dans les Règles d'origine de l'ALENA, par celui de « Canada ». (Consulter la section 3.130 et l'Annexe 3.6 du Guide des approvisionnements pour plus d'informations.)
- B. **Service canadien** : Un service fourni par un individu établi au Canada est considéré comme un service canadien. Lorsqu'un besoin consiste en l'achat de seulement un service, lequel est fourni par plus d'un individu, le service sera considéré comme canadien si au moins 80 p. 100 du prix total de la soumission pour le service est fourni par des individus établis au Canada.
- C. **Produits divers** : Lorsque les besoins consistent en l'achat de plusieurs produits, l'une des deux méthodes suivantes est appliquée :
 - a. **valuation globale** : au moins 80 p. 100 du prix total de la soumission doit correspondre à des produits canadiens; ou,
 - b. **évaluation individuelle de chaque article** : dans certains cas, chaque article de la soumission peut être évalué individuellement et des contrats peuvent être attribués à plus d'un fournisseur. Dans ces cas, les fournisseurs doivent alors indiquer séparément chaque produit qui est conforme à la définition des produits canadiens.
- D. **Services divers** : Pour les besoins se composant de plus d'un service, au moins 80 p. 100 du prix total de la soumission doit correspondre à des services fournis par des individus établis au Canada.

- E. Combinaison de produits et de services : Si à la fois des produits et des services doivent être achetés, au moins 80 p. 100 du prix total de la soumission doit correspondre à des produits et des services canadiens (tel que défini ci-dessus).
Pour de plus amples renseignements afin de déterminer le contenu canadien de plusieurs produits, plusieurs services ou une combinaison de produits et de services, consulter l'Annexe 3.6, Exemple 2 du Guide des approvisionnements.
- F. Autres produits et services canadiens : Textiles : Les textiles sont considérés comme des produits canadiens lorsqu'ils sont conformes à une règle d'origine modifiée, dont il est possible d'obtenir des exemplaires auprès de la Division des vêtements et textiles, Direction des produits commerciaux et de consommation.

5.2.4 Dispositions relatives à l'intégrité – Déclaration de condamnation à une infraction

- A. Conformément aux Dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent fournir avec leur proposition, le cas échéant, le formulaire de déclaration d'intégrité se trouvant sur le site Web des [Formulaires concernant le Régime d'intégrité \(http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html\)](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html), afin que leur proposition soit prise en compte dans le cadre du processus d'approvisionnement.

5.3 Attestations préalables à l'attribution du marché et renseignements supplémentaires

- A. Les attestations et renseignements supplémentaires énoncés ci-dessous devraient être joints à la soumission, mais peuvent aussi être présentés par la suite. S'ils ne sont pas fournis comme demandé, l'autorité contractante informe le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel ils doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énoncés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.3.1 Dispositions relatives à l'intégrité – Documentation requise

- A. Conformément à la section intitulée Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension \(http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html\)](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html), le soumissionnaire doit fournir les documents requis, selon le cas, pour être pris en considération dans le processus d'approvisionnement.

5.3.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation

- A. En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que ni lui ni un membre de la coentreprise, si le soumissionnaire est une coentreprise, ne sont nommés dans la [Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au Programme de contrats fédéraux](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html) qui figure au bas de la page du site Web d'[Emploi et Développement social Canada consacré au Programme du travail \(https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html\)](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html).
- B. Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le nom du soumissionnaire, ou celui de tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la « Liste d'admissibilité limitée à soumissionner du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

5.3.3 Conformité du produit

- A. Le soumissionnaire atteste que tous les véhicules et l'équipement proposés sont conformes à l'ensemble des spécifications techniques de l'annexe A (Besoin) et qu'ils continueront de l'être pour toute la durée du contrat. Cette attestation n'exempte pas le soumissionnaire du respect de tous les critères d'évaluation technique obligatoires énoncés à la partie 4.

Signature du représentant autorisé du soumissionnaire

Date

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

6.1 Exigences relatives à la sécurité

- A. Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.2 Besoin

- A. L'entrepreneur doit fournir les articles indiqués à l'annexe A (Besoin) et à l'annexe B (Base de paiement).

6.2.1 Changements techniques, produits de remplacement et solutions de rechange

- A. Tous les changements techniques, les produits de remplacement et les solutions de rechange que propose l'entrepreneur doivent être évalués aux fins d'approbation par le responsable technique. L'ensemble des produits de remplacement et des solutions de rechange doivent être équivalant à l'élément qu'ils remplacent sur le plan de la forme, de l'ajustage, de la fonction, de la qualité et du rendement, et ne doivent pas entraîner des coûts supplémentaires pour le Canada. Les produits de remplacement et les solutions de rechange qui sont proposés comme équivalents ne seront acceptés que lorsqu'ils auront été approuvés par le responsable technique. Une modification au contrat ou un formulaire rempli de modification ou d'écart de conception sera émis.
- B. Si le responsable technique n'accepte pas le produit de remplacement ou la solution de rechange, et que l'entrepreneur n'est pas en mesure de respecter l'exigence technique, le Canada pourrait résilier le contrat pour manquement, conformément aux conditions générales du contrat.

6.3 Clauses et conditions uniformisées

- A. Toutes les clauses et conditions mentionnées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA)* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

- A. Le document **2010A** (2018-06-21), Conditions générales – biens (complexité moyenne), s'applique au contrat et en fait partie intégrante, sous réserve de la modification suivante :
- (i) L'article 01, Interprétation, définition de « Canada », « Couronne », « Sa Majesté » ou « État », est supprimée en entier et remplacée par ce qui suit :
- « Canada », « Couronne », « Sa Majesté » ou « État »
désigne Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de la Défense nationale et toute autre personne dûment autorisée à agir au nom de ce ministre ou, s'il y a lieu, un ministre auquel le ministre de la Défense nationale a délégué ses pouvoirs ou ses fonctions et toute autre personne dûment autorisée à agir au nom de ce ministre.
- (ii) Les paragraphes 1 et 2 de la section 09, Garantie, sont supprimés en entier et remplacés par ce qui suit :
1. Même si une inspection a été effectuée et les travaux ont été acceptés par le Canada ou au nom de celui-ci, et sans restreindre la portée de toutes les conditions et garanties imposées en vertu des lois, l'entrepreneur doit, à la demande du Canada, remplacer ou corriger, à son gré et à ses frais, tous les travaux défectueux ou qui ne respectent pas les exigences du contrat, le cas échéant. La période de garantie sera de [durée précisée dans le contrat subséquent] après la livraison et l'acceptation des travaux ou la durée de la période de garantie standard de l'entrepreneur ou du fabricant, si elle est plus étendue.
 2. L'entrepreneur doit payer les frais de transport associés aux travaux ou à toute partie des travaux aux locaux de l'entrepreneur pour leur remplacement, réparation ou rectification. L'entrepreneur doit payer les frais de transport des travaux ou de toute partie des travaux qui sont remplacés ou rectifiés, au lieu de livraison précisé dans le contrat ou à un autre endroit désigné par le Canada. Si le Canada est d'avis qu'un tel déplacement n'est pas pratique, l'entrepreneur doit procéder aux réparations ou aux rectifications nécessaires là où les travaux se trouvent. Dans ce cas, l'entrepreneur doit assumer tous les coûts (y compris les frais de déplacement et de subsistance) qui en découlent. Le Canada ne remboursera aucun de ces coûts.
- Si des mesures en vue d'effectuer les réparations couvertes par la garantie ne peuvent être prises dans un délai de deux jours ouvrables, ou si l'entrepreneur ne dispose pas d'atelier de réparation à proximité (dans un rayon de 150 km) des points de livraison indiqués, le Canada se réserve le droit de s'occuper des réparations et d'être remboursé par l'entrepreneur au taux horaire de 103,91 \$, en plus du coût des pièces de rechange.

6.4 Durée du contrat

6.4.1 Dates de livraison

- A. Tous les produits livrables doivent être reçus au plus tard aux dates indiquées à l'annexe B du contrat.

6.4.2 Points de livraison

- A. La prestation des services et la livraison des produits seront effectuées aux points de livraison identifiés à l'annexe B du contrat.
- B. Si une option est exercée, l'entrepreneur doit, à l'entière discrétion du Canada, livrer les biens optionnels aux points de livraison indiqués à l'annexe B du contrat.
- C. L'entrepreneur doit livrer les biens sur rendez-vous seulement. L'entrepreneur doit communiquer avec le responsable technique avant l'expédition afin d'obtenir les renseignements contractuels relatifs au ou aux points de livraison. L'entrepreneur ou son transporteur doit prendre des rendez-vous pour la livraison en communiquant avec le ou les points de livraison. Tout l'équipement remis au consignataire doit être livré entre 8 h et 16 h (heure locale), du lundi au vendredi, à l'exception des jours fériés du gouvernement fédéral. Toute tentative, de la part du transporteur, de livrer le véhicule avant ou après ces heures peut être refusée, à moins que des arrangements aient été pris pour que du personnel autorisé et qualifié soit disponible pour en faire l'inspection et en accepter la livraison. Le ou les destinataires peuvent refuser des livraisons lorsque des dispositions n'ont pas été prises au préalable. Lorsque le transporteur devra retourner parce qu'il n'aura pas pris de rendez-vous pour la livraison, le Canada ne sera pas tenu de payer des coûts additionnels.

6.5 Responsables

6.5.1 Autorité contractante

- A. L'autorité contractante pour ce contrat est :

Nom : Bobby Collison
Titre : Agent des achats
Poste : DOT 5-3-4-5
Adresse : Quartier général de la Défense nationale
101, promenade Colonel By
Ottawa (Ontario) K1A 0K2
Téléphone : 819-939-6506
Courriel : bobby.collison@forces.gc.ca

- B. L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification apportée à celui-ci doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, à la suite des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.5.2 Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est :

Le responsable technique représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés aux termes du contrat. Il s'occupe de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus au contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements touchant la portée des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

6.5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom : _____
Titre : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____
Courriel : _____

6.5.4 Service après-vente

- A. A. Le concessionnaire et/ou l'agent suivant sont autorisés à assurer le service après-vente à effectuer l'entretien et les réparations couvertes par la garantie, ainsi qu'à fournir une gamme complète de pièces de rechange pour le véhicule et l'équipement offerts à St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) :

Distance entre le lieu de livraison et l'établissement du concessionnaire ou de l'agent : _____ km

Nom : _____
Titre : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____
Courriel : _____

- B. A. Le concessionnaire et/ou l'agent suivant sont autorisés à assurer le service après-vente à effectuer l'entretien et les réparations couvertes par la garantie, ainsi qu'à fournir une gamme complète de pièces de rechange pour le véhicule et l'équipement offerts à Halifax (Nouvelle-Écosse) :

Distance entre le lieu de livraison et l'établissement du concessionnaire ou de l'agent : _____ km

Nom : _____
Titre : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____
Courriel : _____

- C. A. Le concessionnaire et/ou l'agent suivant sont autorisés à assurer le service après-vente à effectuer l'entretien et les réparations couvertes par la garantie, ainsi qu'à fournir une gamme complète de pièces de rechange pour le véhicule et l'équipement offerts à Gagetown (Nouveau-Brunswick) :

Distance entre le lieu de livraison et l'établissement du concessionnaire ou de l'agent : _____ km

Nom : _____
Titre : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____
Courriel : _____

- D. A. Le concessionnaire et/ou l'agent suivant sont autorisés à assurer le service après-vente à effectuer l'entretien et les réparations couvertes par la garantie, ainsi qu'à fournir une gamme complète de pièces de rechange pour le véhicule et l'équipement offerts à Valcartier (Québec) :

Distance entre le lieu de livraison et l'établissement du concessionnaire ou de l'agent : _____ km

Nom : _____
Titre : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____
Courriel : _____

- E. A. Le concessionnaire et/ou l'agent suivant sont autorisés à assurer le service après-vente à effectuer l'entretien et les réparations couvertes par la garantie, ainsi qu'à fournir une gamme complète de pièces de rechange pour le véhicule et l'équipement offerts à Bagotville (Québec) :

Distance entre le lieu de livraison et l'établissement du concessionnaire ou de l'agent : _____ km

Nom : _____
Titre : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____
Courriel : _____

- F. A. Le concessionnaire et/ou l'agent suivant sont autorisés à assurer le service après-vente à effectuer l'entretien et les réparations couvertes par la garantie, ainsi qu'à fournir une gamme complète de pièces de rechange pour le véhicule et l'équipement offerts à Montréal (Québec) :

Distance entre le lieu de livraison et l'établissement du concessionnaire ou de l'agent : _____ km

Nom : _____
Titre : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____
Courriel : _____

- G. A. Le concessionnaire et/ou l'agent suivant sont autorisés à assurer le service après-vente à effectuer l'entretien et les réparations couvertes par la garantie, ainsi qu'à fournir une gamme complète de pièces de rechange pour le véhicule et l'équipement offerts à Ottawa (Ontario) :

Distance entre le lieu de livraison et l'établissement du concessionnaire ou de l'agent : _____ km

Nom : _____
Titre : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____
Courriel : _____

- H. A. Le concessionnaire et/ou l'agent suivant sont autorisés à assurer le service après-vente à effectuer l'entretien et les réparations couvertes par la garantie, ainsi qu'à fournir une gamme complète de pièces de rechange pour le véhicule et l'équipement offerts à Toronto (Ontario) :

Distance entre le lieu de livraison et l'établissement du concessionnaire ou de l'agent : _____ km

Nom : _____
Titre : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____
Courriel : _____

- I. A. Le concessionnaire et/ou l'agent suivant sont autorisés à assurer le service après-vente à effectuer l'entretien et les réparations couvertes par la garantie, ainsi qu'à fournir une gamme complète de pièces de rechange pour le véhicule et l'équipement offerts à London (Ontario) :

- J. Distance entre le lieu de livraison et l'établissement du concessionnaire ou de l'agent : _____ km

Nom : _____
Titre : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____
Courriel : _____

- K. A. Le concessionnaire et/ou l'agent suivant sont autorisés à assurer le service après-vente à effectuer l'entretien et les réparations couvertes par la garantie, ainsi qu'à fournir une gamme complète de pièces de rechange pour le véhicule et l'équipement offerts à Chilliwack (Colombie-Britannique) :

Distance entre le lieu de livraison et l'établissement du concessionnaire ou de l'agent : _____ km

Nom : _____
Titre : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____
Courriel : _____

- L. A. Le concessionnaire et/ou l'agent suivant sont autorisés à assurer le service après-vente à effectuer l'entretien et les réparations couvertes par la garantie, ainsi qu'à fournir une gamme complète de pièces de rechange pour le véhicule et l'équipement offerts à Esquimalt (Colombie-Britannique) :

Distance entre le lieu de livraison et l'établissement du concessionnaire ou de l'agent : _____ km

Nom : _____
Titre : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____
Courriel : _____

6.6 Paiement

6.6.1 Base de paiement

6.6.1.1 Base de paiement (biens et/ou services fermes)

- A. Pour les travaux décrits dans le besoin (annexe A) et la base de paiement (annexe B), à l'exclusion des frais de déplacement et de subsistance :
- (i) À condition de remplir de façon satisfaisante ses obligations aux termes du contrat, l'entrepreneur sera payé selon le ou les prix unitaires fermes qui sont précisés à l'annexe B, pour un total de [montant à préciser dans le contrat subséquent] \$. Les droits de douane sont compris et les taxes applicables sont en sus.

6.6.2 Limite de prix

- A. Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.6.3 Modalités de paiement

6.6.3.1 Paiements multiples

- A. Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque les unités auront été terminées et livrées conformément aux dispositions de paiement du contrat si :
- (i) une facture exacte et complète ainsi que tout autre document au contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation figurant au contrat;
 - (ii) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
 - (iii) les travaux exécutés ont été acceptés par le Canada.

6.6.4 Paiement électronique des factures

- A. L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen des instruments de paiement électronique suivants :
- (i) dépôt direct (national et international);
 - (ii) échange électronique de données (EED);
 - (iii) virement télégraphique (international seulement).

6.7 Facturation

6.7.1 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit présenter des factures conformes aux dispositions de l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales.
2. Les factures ne peuvent pas être soumises avant la livraison, l'inspection et l'acceptation du véhicule, de l'équipement ou du service.
3. Les taxes applicables doivent être calculées sur la somme totale de la facture avant l'application de la retenue. Lorsque la retenue sera exigée, il n'y aura aucune taxe à payer étant donné qu'elle était exigée et payable aux termes de la facture précédente relative au véhicule, à l'équipement ou au service.
4. Lors de la livraison, de l'inspection et de l'acceptation de tous les articles accessoires liés à ce véhicule, à cet équipement ou à ce service, l'entrepreneur peut présenter une facture pour la remise de la retenue.
5. Chaque facture doit être fondée sur les documents suivants :
 - a) les numéros de série ou une copie de la description du véhicule neuf, contenant les numéros d'identification du véhicule (VIN), le cas échéant;
 - b) une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs, frais de déplacement et de subsistance.
6. L'entrepreneur doit fournir les factures par des moyens électroniques, sauf stipulation contraire de l'autorité contractante ou du responsable des achats, afin de réduire le nombre de documents imprimés.
7. Les factures doivent être distribuées de la façon suivante :
 - a) La copie originale doit être envoyée au responsable des achats dont le nom est indiqué dans la section intitulée « Responsables » du contrat pour attestation et paiement;
 - b) Une (1) copie doit être transmise ou envoyée par courriel à l'autorité contractante dont le nom est indiqué dans la section intitulée « Responsables » du contrat.

6.7.2 Retenue de garantie

- A. Une retenue de garantie de 10 % sera appliquée sur tout paiement dû des éléments suivants :
 - (i) Élément 001 selon l'annexe B.
- B. Les taxes applicables doivent être calculées sur la somme totale de la demande de paiement avant l'application de la retenue. Lors de l'application de la retenue, les taxes applicables ne seront pas exigibles puisque celles-ci auront été réclamées et payées aux termes de la facture précédente.
- C. La remise de la retenue de garantie de 10 % est conditionnelle à la réception et à l'acceptation de tous les travaux prévus dans le présent contrat.
- D. Les instructions relatives à la facturation de la retenue de garantie sont décrites en détail dans la clause intitulée « Instructions relatives à la facturation ».

6.8 Attestations et renseignements supplémentaires

6.8.1 Conformité

- A. À moins d'indications contraires, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur dans sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi qu'une coopération constante quant aux renseignements supplémentaires à fournir, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

6.8.2 Attestation du contenu canadien

- B. L'entrepreneur déclare que l'attestation relative au contenu canadien qui a été fournie par l'entrepreneur est exacte et complète et que les biens, les services ou les deux devant être fournis conformément à toute commande subséquente à l'offre à commandes sont conformes à la définition contenue dans la clause A3050T (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/A/A3050T/actif>).
- C. L'entrepreneur doit conserver des dossiers et documents appropriés sur l'origine des biens, services ou les deux fournis au Canada. Sauf avec autorisation préalable écrite du responsable de l'offre à commandes, l'offrant ne peut disposer des dossiers ou des documents pour une période de six (6) années commençant à la dernière des dates suivantes : la date du paiement final en vertu de tout contrat résultant de l'offre à commandes, ou la date du règlement de toute plainte ou de tout litige en vertu de l'offre à commandes. Au cours de cette période de rétention, tous les dossiers et documents devront être en tout temps accessibles pour des vérifications, inspections et examens par les représentants du Canada, qui pourront en tirer des copies ou des extraits. L'entrepreneur doit fournir toutes les installations nécessaires à ces vérifications, inspections et examens ainsi que tous les renseignements sur les dossiers et documents exigés par les représentants du Canada de temps à autre.
- D. Cette clause ne peut être interprétée de façon à limiter les droits et les recours que le Canada peut par ailleurs avoir en vertu de tout contrat résultant de l'offre à commandes.

6.9 Lois applicables

- A. Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.10 Ordre de priorité des documents

- A. En cas d'incompatibilité entre le libellé des documents énumérés dans la liste, c'est le libellé du document indiqué en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure par la suite sur ladite liste :
- (i) les articles de la convention;
 - (ii) les Conditions générales 2010A (2018-06-21) Conditions générales – biens (complexité moyenne);
 - (iii) l'annexe A, Besoin;
 - (iv) l'annexe B, Base de paiement;

- (v) la soumission de l'entrepreneur datée du [la date doit être précisée dans le contrat subséquent], comme il a été précisé le [la date doit être précisée dans le contrat subséquent, le cas échéant], et telle qu'elle a été modifiée le [la date doit être précisée dans le contrat subséquent, le cas échéant].

6.11 Contrat de défense

- A. Le contrat est un contrat de défense au sens de la Loi sur la production de défense, L.R.C. 1985, ch. D-1 (<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/d-1/>), et il doit être géré en conséquence.
- B. Le droit de propriété sur les travaux ou les matériaux, pièces, travaux en cours ou achevés appartient au gouvernement du Canada, libre et quitte de tout privilège, de même que de toute créance, saisie, sûreté ou servitude. Le Canada peut, à tout moment, retirer, vendre ou aliéner les travaux en tout ou en partie conformément à la section 20 de la Loi sur la production de défense.

6.12 Assurance – Aucune exigence particulière

- A. L'entrepreneur doit décider si une couverture supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations aux termes du contrat et se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité aux termes du marché ni ne la diminue.

6.13 Inspection et acceptation

- A. Le responsable technique est responsable de l'inspection. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis aux termes du contrat peuvent être inspectés par le responsable de l'inspection ou son représentant. Si un rapport, un document, un bien ou un service, dans la forme où il est présenté, n'est pas conforme aux exigences du contrat et ne satisfait pas le responsable des inspections, le responsable des inspections aura le droit de le rejeter ou de demander sa rectification aux propres frais de l'entrepreneur avant d'en recommander le paiement.

6.14 Réunion après l'attribution du contrat

- A. Dans les dix (10) jours suivant la date du contrat, l'entrepreneur doit communiquer avec l'autorité contractante afin de déterminer s'il faut tenir une réunion après l'attribution du contrat. Une réunion sera convoquée à la discrétion de l'autorité contractante pour revoir les exigences techniques et contractuelles. L'entrepreneur doit préparer le procès-verbal de la réunion et le distribuer au plus tard cinq (5) jours civils après la réunion. La réunion se déroulera aux installations de l'entrepreneur ou à celles du ministère de la Défense nationale, ou par téléconférence, à la discrétion du Canada et sans frais pour le Canada. Des représentants de l'entrepreneur, du ministère de la Défense nationale et, s'il y a lieu, de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, participeront à la réunion.

6.15 Systèmes de gestion de la qualité– Exigences (code de l'assurance de la qualité C)

- A. L'entrepreneur doit mettre en place un système d'assurance de la qualité adapté à la portée des travaux à exécuter. Il est recommandé que le système d'assurance de la qualité soit basé sur l'*ISO 9001:2008 « Systèmes de management de la qualité – Exigences »*.
- B. L'entrepreneur doit effectuer ou faire effectuer tous les essais et inspections nécessaires permettant d'établir que le matériel ou les services fournis sont conformes aux dessins, aux spécifications et aux exigences du contrat. L'entrepreneur doit conserver des registres d'inspection exacts et complets qui devront, sur demande, être mis à la disposition du représentant autorisé du ministère de la Défense nationale (MDN), qui peut en faire des copies et en tirer des extraits pendant l'exécution du contrat et pendant une période d'un (1) an suivant la fin du contrat.

- C. Malgré ce qui précède, tout le matériel pourra être vérifié et accepté par le MDN au point de destination. Le représentant autorisé du MDN au point de destination pourra être le destinataire, le responsable technique ou le responsable de l'assurance de la qualité.

6.16 Matériel

- A. Le matériel fourni doit être neuf et n'avoir jamais été utilisé, et faire partie de la production actuelle du fabricant.

6.17 Interchangeabilité

- A. À moins que des modifications en cours de production soient autorisées par l'autorité contractante, tous les véhicules/équipements fournis à l'égard d'un article d'un contrat, quel que soit cet article, doivent être de la même marque et du même modèle, et tous les ensembles, sous-ensembles et pièces similaires doivent être interchangeables.

6.18 Sécurité des véhicules

- A. Chaque véhicule fourni aux termes du contrat doit respecter les dispositions applicables de la [Loi sur la sécurité automobile](#), L.C. 1993, ch. 16 (<https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/M-10.01/page-1.html>), et les règlements applicables qui sont en vigueur à la date de sa fabrication.

6.19 Avis de rappel

- A. Tous les avis de rappel doivent être transmis à l'autorité contractante indiquée dans le contrat.

6.20 Emballage

- A. Les méthodes de conservation et de conditionnement doivent être conformes à la norme courante de l'entrepreneur pour les envois au Canada ou, au besoin, aux normes pour les envois outremer (par exemple pour les cargaisons en cale).

6.21 Matériaux d'emballage en bois

- A. Tous les matériaux d'emballage en bois utilisés aux fins de l'expédition doivent satisfaire aux exigences de la [Norme internationale pour les mesures phytosanitaires \(NIMP\) n° 15 – Réglementation des matériaux d'emballage en bois utilisés dans le commerce international \(NIMP 15\)](#) (<https://www.ippc.int/fr/core-activities/standards-setting/ispms/>).
- B. Pour de plus amples renseignements sur les programmes canadiens d'importation et d'exportation, consulter les directives ci-dessous de l'Agence canadienne d'inspection des aliments :
- (i) D-98-08 – [Exigences relatives à l'entrée au Canada des matériaux d'emballage en bois produits dans toute région du monde autre que les États-Unis](#) (<http://www.inspection.gc.ca/vegetaux/phytoravageurs-especes-envahissantes/directives/forets/d-98-08/fra/1323963831423/1323964135993>)
 - (ii) D-13-01 – [Programme canadien de certification des produits de bois traités à la chaleur \(Programme TC\)](#) (<http://www.inspection.gc.ca/vegetaux/forets/exportation/programme-tc/fra/1319462565070/1319462677967>).

6.22 Préparation en vue de la livraison

- A. Le véhicule devra être entretenu, réglé et livré dans un état qui en permet l'utilisation immédiate. L'équipement doit être nettoyé avant de quitter l'usine et être mis à la disposition du responsable de l'inspection ou au consignataire désigné une fois arrivé au point de livraison finale.

6.23 Outils et équipement non fixé

- A. Aux fins de vérification de l'expédition, tous les articles et les outils, qui sont expédiés en vrac avec le véhicule ou l'équipement doivent être inscrits sur le certificat d'inspection (CF1280) ou sur un bordereau de livraison accompagnant l'équipement.

6.24 Livraison et déchargement

- A. Les camions de livraison doivent être munis d'un dispositif permettant d'effectuer le déchargement dans des endroits dépourvus d'installation de déchargement hydraulique, fixe ou autre.
- B. Au moment des livraisons, il doit y avoir un nombre d'employés suffisant pour décharger tous les types de véhicules sans l'aide des employés du gouvernement fédéral.
- C. À certains endroits, les camions de livraison doivent être déchargés lorsqu'ils sont stationnés en bordure du trottoir. Lorsque le matériel est déposé sur le trottoir, il doit être placé à proximité de l'entrée désignée pour que le personnel de l'endroit puisse le transporter facilement à l'aide de l'équipement de manutention mécanique.

6.25 Ensembles incomplets

- A. L'entrepreneur ne doit pas expédier des ensembles incomplets, à moins d'en avoir obtenu l'autorisation de l'autorité contractante.

6.26 Assemblage et préparation à la livraison

- A. L'entrepreneur doit envoyer un représentant du service à chaque point de livraison pour effectuer l'assemblage et la préparation de tous les véhicules livrés ou de l'équipement livré. Le coût afférent à ce service doit être inclus dans le prix de chaque véhicule ou pièce d'équipement.

6.27 Accès au lieu de travail

- A. Les représentants autorisés du Canada doivent avoir accès, en tout temps pendant les heures de travail, à tout établissement où toute partie des travaux est réalisée, afin d'effectuer les vérifications et les essais relatifs aux travaux qu'ils jugent à propos.

6.28 Règlement concernant les emplacements des Forces armées canadiennes

- A. L'entrepreneur doit se conformer à tous les ordres permanents ou autres règlements, instructions et directives en vigueur à l'emplacement où les travaux sont exécutés.

ANNEXE A – BESOIN

Voir le document en annexe intitulé :

« DESCRIPTION D'ACHAT VISANT UNE REMORQUE POUR EMBARCATION PNEUMATIQUE À
COQUE RIGIDE (REPCR) »

ANNEXE B – BASE DE PAIEMENT

1. Généralités

- A. Tous les prix, taux et coûts doivent être exprimés en dollars canadiens, droits de douane et taxes d'accise canadiens compris, taxes applicables exclues.

2. Biens et/ou services fermes

2.1 Voiturette de golf électrique

- A. 3w

Article	Point de livraison	Date de livraison	Quantité demandée	Prix unitaire ferme
001	CFS St. John, Nfld 115 The Boulevard St. John's, NL A1A 0P5	[Date à préciser dans le contrat subséquent]	1	[Coût à préciser dans le contrat subséquent] \$
002	CFB Halifax Section de l'équipement majeur TEME Building 3367 Windsor St Halifax, NS B3K 5G3	[Date à préciser dans le contrat subséquent]	1	[Coût à préciser dans le contrat subséquent] \$
003	CFB Gagetown 3 ASG GAGETOWN SUPPLY COMPANY Section de l'équipement majeur OROMOCTO, NB E2V 4J5	[Date à préciser dans le contrat subséquent]	2	[Coût à préciser dans le contrat subséquent] \$
004	BFC Valcartier 5 Bon Svc, Cie Transport Gestion De La Flotte Locale Garnison Valcartier, Bât. 110 C.P. 1000, succ. Forces, Courcellette, Qc. G0A 4Z0	[Date à préciser dans le contrat subséquent]	3	[Coût à préciser dans le contrat subséquent] \$
005	3ERE Bagotville BFC Bagotville CP 5000 Succ. Bureau-chef Alouette, QC G0V 1A0	[Date à préciser dans le contrat subséquent]	1	[Coût à préciser dans le contrat subséquent] \$
006	CFB MONTREAL MIN. DE LA DEFENSE NATIONALE MONTREAL MAINTENANCE GARRISON MONTREAL BATISSE 7 SUD SVC TECH, 6363 NOTRE- DAME EST MONTREAL, QUEBEC H1N 3V9	[Date à préciser dans le contrat subséquent]	1	[Coût à préciser dans le contrat subséquent] \$

007	CFSU Ottawa Hangar-14 250 Convair Private Uplands Ottawa, ON. K1V-2N7	[Date à préciser dans le contrat subséquent]	1	[Coût à préciser dans le contrat subséquent] \$
008	GSU Toronto LCol George Taylor Denison III Armoury 4 CDSB Garrison Toronto Section de l'équipement majeur 1 Yukon Lane TORONTO, ON M3K 0A1	[Date à préciser dans le contrat subséquent]	2	[Coût à préciser dans le contrat subséquent] \$
009	GSU London 31 SVC BN TS PL Section de l'équipement majeur 701 Oxford Street East Wolseley Barracks London Ontario N5Y 4T7	[Date à préciser dans le contrat subséquent]	3	[Coût à préciser dans le contrat subséquent] \$
010	39 Svc Bn Chilliwack Section de l'équipement majeur 5535 Korea Rd. Chilliwack, BC V2R 5P2	[Date à préciser dans le contrat subséquent]	3	[Coût à préciser dans le contrat subséquent] \$
011	CFB Esquimalt SUPPLY Section de l'équipement majeur BLDG 66 Coldwood Victoria, BC V9A 7N2	[Date à préciser dans le contrat subséquent]	1	[Coût à préciser dans le contrat subséquent] \$



W8476 – 206230

4 mars 2019

PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 4 - CRITÈRES D'ÉVALUATION



NOTICE

This documentation has been reviewed by the Technical Authority and does not contain controlled goods.

AVIS

Cette documentation a été révisée par l'Autorité technique et ne contient pas de marchandises contrôlées.

QUESTIONNAIRE DE RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES REMORQUE POUR EMBARCATION PNEUMATIQUE À COQUE RIGIDE (REPCR)

OPI: DSVPM 4 – BPR : DAPVS 4

Issued on Authority of the Chief of the Defence Staff
Publiée avec l'autorisation du chef d'état-major de la Défense

©2008 DND/MND Canada

Référence dans la DA	Exigence	Valeur	Emplacement des renseignements détaillés dans la proposition
3.1.1	La remorque doit être le modèle le plus récent d'un fabricant ayant fait ses preuves en vendant en Amérique du Nord des remorques de ce type et de cette taille depuis au moins trois (3) ans.	Année du modèle	
3.1.6	La remorque doit être un modèle activement en production, disponible sur le marché et dans le catalogue du fabricant, et configuré pour répondre aux exigences énumérées dans la présente description d'achat.	S.O.	
3.6.3	La béquille de la flèche d'attelage de la remorque doit pouvoir être démontée et entreposée ou tournée vers le haut et loin de la surface de la route lorsque la remorque est tractée.	S.O.	
3.7.1	La remorque doit être munie d'un piton de remorquage d'au moins 3 po qui convient au PNBV.	S.O.	
3.13.3	Tous les essieux de la remorque doivent être équipés d'un système de freinage pouvant être immergé dans l'eau et résistant à la corrosion.	S.O.	
3.19.1	La remorque doit pouvoir supporter le chargement, le transport, l'entreposage et le déchargement de la charge utile, à savoir l'embarcation pneumatique à coque rigide décrite à l'annexe 1.	S.O.	
3.19.3	La capacité de charge utile de la remorque doit être d'au moins 3000 kg.	kg	
3.20.1	Tous les roulements des roues doivent être munis de protecteurs de roulements de roue Bearing Buddy® en acier inoxydable ou l'équivalent.	S.O.	
3.21.1	La remorque doit être équipée d'un système de rouleaux pour guider l'embarcation lors de son chargement ou de son déchargement et pour supporter l'embarcation lors de son entreposage ou de son transport sur la remorque.	S.O.	
3.22.1	Le châssis de la remorque doit être construit en acier galvanisé.	S.O.	

3.23.1	Toutes les surfaces horizontales sur lesquelles il est possible de se tenir debout lors de l'entretien de l'embarcation doivent être recouvertes d'une finition antidérapante.	S.O.	
3.23.2	La finition antidérapante doit être appliquée soit sur la surface entière, soit en lignes espacées d'au plus 150 mm entre elles ou de l'arête la plus longue de la surface sur laquelle il est possible de se tenir debout.	S.O.	

DÉFINITION

La définition suivante s'applique à l'interprétation du présent questionnaire de renseignements techniques :

- a) « Équivalent » : Norme, moyen ou type de composant approuvé par l'Autorité technique comme étant conforme aux exigences de forme, de dimensions, de fonction et de rendement spécifiées.

Annexe A - EXIGENCES

W8476 – 206230

30 octobre 2019

NOTICE



This documentation has been reviewed by the Technical Authority and does not contain controlled goods.

AVIS

Cette documentation a été révisée par l'Autorité technique et ne contient pas de marchandises contrôlées.

DESCRIPTION D'ACHAT VISANT UNE REMORQUE POUR EMBARCATION PNEUMATIQUE À COQUE RIGIDE (REPCR)

OPI: DSVPM 4 – BPR : DAPVS 4

Issued on Authority of the Chief of the Defence Staff

Publiée avec l'autorisation du chef d'état-major de la Défense

TABLE DES MATIÈRES

1.0	PORTÉE	3
1.1	Objet	3
1.2	Directives	3
1.3	Définitions	4
2.0	DOCUMENTS APPLICABLES	5
3.0	EXIGENCES	6
3.1	Conception standard	6
3.2	Conditions d'utilisation	6
3.3	Normes de sécurité	6
3.4	Vitesse	7
3.5	Capacité de remorquage	7
3.6	Soutien de la flèche d'attelage	7
3.7	Attelage	7
3.8	Protection du faisceau de câbles	8
3.9	Circuit électrique de 12 volts	8
3.10	Éclairage de 12 volts	8
3.11	Protecteurs pour dispositifs d'éclairage	8
3.12	Porte-plaque d'immatriculation	8
3.13	Système de freinage	8
3.14	Essieux	9
3.15	Roues, jantes et pneus	9
3.16	Lubrifiants	9
3.17	Identification	9
3.18	Directives relatives à la livraison de la remorque	10
3.19	Charge utile	10
3.20	Systèmes de lubrification des moyeux	10
3.21	Rouleaux	10
3.22	Construction générale	11
3.23	Prévention des chutes et des glissades	11
3.24	Treuil de bateau	11
4.0	SOUTIEN LOGISTIQUE INTÉGRÉ	12
4.1	Documentation et éléments de soutien	12

1.0 PORTÉE

1.1 **Objet** Le présent document décrit les exigences relatives à une remorque à bateau servant au transport d'une embarcation pneumatique à coque rigide (RHIB).

1.2 Directives

1.2.1 Toute exigence employant la mention « **doit** » ou « **doivent** » est une exigence impérative. Aucune dérogation ne sera acceptée.

1.2.2 Toute exigence employant la mention « **doit** », « **doivent** » ou le terme « **équivalent** » est une exigence impérative. Les produits de remplacement et les solutions de rechange proposés seront évalués par l'Autorité technique qui pourra les accepter en tant qu'équivalents approuvés.

1.2.3 Les exigences formulées au futur décrivent des mesures qui incombent au Canada et qui n'impliquent aucune mesure ni obligation de la part de l'entrepreneur.

1.2.4 Lorsqu'une formulation n'emploie ni « **doit** » ou « **doivent** », ni le terme « **équivalent** », ni le futur, les renseignements sont fournis à titre indicatif seulement.

1.2.5 Dans le présent document, le terme « fourni » signifie « fourni et installé ».

1.2.6 Lorsqu'une norme est spécifiée et que l'entrepreneur propose un équivalent, cette norme équivalente **doit** être fournie par l'entrepreneur, sans frais pour le Canada, sur demande de l'Autorité technique.

1.2.7 Lorsque l'on fait référence à une certification technique dans la présente description d'achat, un exemplaire de la certification ou une preuve de conformité acceptable **doit** être fourni pour la remorque, sur demande de l'Autorité technique, jusqu'à la date d'expiration de la période de garantie.

1.2.8 Bien que le système international (SI) soit utilisé comme système principal de mesure pour définir les exigences dans la présente description d'achat, il est possible que le SI et le système standard soient tous deux utilisés. Les conversions d'un système de mesure à l'autre pourraient ne pas être exactes.

1.2.9 Les dimensions dites nominales doivent être considérées comme des dimensions approximatives. Les dimensions nominales correspondent à la méthode selon laquelle des matériaux ou des produits sont généralement identifiés pour la commercialisation, mais celles-ci présentent des différences par rapport aux dimensions réelles.

1.3 **Définitions**

1.3.1 « **Autorité technique** » désigne le représentant du gouvernement responsable du contenu technique de la présente description d'achat.

1.3.2 « **Équivalent** » signifie toute norme, tout moyen ou tout type de composant approuvé par l'Autorité technique comme étant conforme aux exigences spécifiées pour l'application.

1.3.3 « **Commercialement équipée** » signifie une remorque fournie dans sa configuration commerciale de série qui n'a subi aucune modification dans le but de satisfaire aux exigences supplémentaires spécifiées par le gouvernement.

1.3.4 « **Autorisée à circuler sur les routes** » signifie que la remorque peut rouler en toute légalité sur les autoroutes et routes secondaires du Canada, sans restriction ou permis spécial.

1.3.5 « **Poids à vide** » signifie le poids de la remorque entièrement équipée. Le poids à vide comprend la remorque, l'ensemble des accessoires et équipements installés et le lubrifiant. Le poids à vide ne comprend pas la charge utile.

1.3.6 « **Charge utile** » signifie le poids maximal que la remorque peut transporter. La charge utile est la différence calculée entre le poids à vide et le poids nominal brut du véhicule (PNBV).

1.3.7 « **Poids brut du véhicule** » (PBV) signifie la somme du poids à vide et de la charge utile. Le PBV ne peut pas dépasser le poids nominal brut du véhicule (PNBV).

1.3.8 « **Poids nominal brut du véhicule** » (PNBV) signifie le poids maximal de la remorque en utilisation, tel que mentionné par le fabricant.

1.3.9 « **Poids nominal brut combiné du véhicule** » (PNBCV) signifie le poids combiné permis maximum du véhicule, avec passagers et équipement, plus le poids de la remorque et la charge utile dans la remorque.

2.0 DOCUMENTS APPLICABLES

2.1.1 Les documents suivants font partie de la présente description d'achat. Le Canada ne fournira aucun document de référence. Les sources sont les suivantes :

- a. Normes de sécurité des véhicules automobiles du Canada (NSVAC)
Transports Canada
Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles
330, rue Sparks
Ottawa (Ontario) K1A 0N5
<https://www.tc.gc.ca/fra/lois-reglements/reglements-crc-ch1038.htm>
- b. *Loi sur les produits dangereux*
Gouvernement du Canada, ministère de la Justice
<https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/H-3/>
- c. Organisation internationale de normalisation (ISO)
Secrétariat central de l'ISO
1, ch. de la Voie-Creuse
C.P. 56, CH-1211 Genève 20
Suisse
<https://www.iso.org/fr/home.html>
- d. Normes de la SAE
Quartier général mondial de la SAE
400, Commonwealth Drive
Warrendale (Pennsylvanie) 15096-0001
États-Unis
<http://www.sae.org>
- e. National Floor Safety Institute
200-2815, Exchange Boulevard
Southlake (Texas) 76092
États-Unis
<https://nfsi.org/certifications/certified-products/>

3.0 EXIGENCES

3.1 Conception standard

3.1.1 La remorque **doit** être le modèle le plus récent d'un fabricant ayant fait ses preuves en vendant en Amérique du Nord des remorques de ce type et de cette taille depuis au moins trois (3) ans.

3.1.2 La remorque **doit** inclure tous les composants, équipements et accessoires dont elle est normalement munie pour cette application, même s'ils ne sont pas expressément stipulés dans la présente description d'achat.

3.1.3 Les certificats techniques des fabricants d'origine des systèmes, ensembles et équipements principaux de la remorque pour cette application **doivent** être fournis sur demande.

3.1.4 La remorque **doit** être conforme à l'ensemble des lois, des règlements et des normes industrielles en vigueur au Canada au moment de sa fabrication. Les domaines de réglementation incluent, sans toutefois s'y limiter, la fabrication, la santé et la sécurité, les niveaux de bruit, l'environnement et les émissions.

3.1.5 La remorque ainsi que ses accessoires **doivent** fonctionner conformément aux capacités nominales et aux caractéristiques techniques de performance établies par le fabricant d'équipement d'origine (FEO).

3.1.6 La remorque **doit** être un modèle activement en production, disponible sur le marché et dans le catalogue du fabricant, et configuré pour répondre aux exigences énumérées dans la présente description d'achat.

3.1.7 La remorque **doit** être du modèle EZ-Loader TEZR23/27 (7000#) ou du modèle ShoreLand'r SLR68TCBB, ou l'**équivalent**.

3.2 Conditions d'utilisation

3.2.1 **Conditions météorologiques :** La remorque **doit** pouvoir être utilisée dans les conditions météorologiques extrêmes du Canada, par des températures comprises entre -40 °C et 40 °C.

3.2.2 **Terrain :** La remorque **doit** pouvoir être utilisée sur les autoroutes, les routes secondaires, les routes de gravier et les routes de terre pendant toute l'année sur la neige, la boue, le sable et la glace.

3.3 Normes de sécurité

3.3.1 **Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles :** La remorque **doit** être conforme aux dispositions de la *Loi sur la sécurité automobile* du Canada en vigueur à la date de sa fabrication.

3.3.2 **Matières dangereuses** : Les procédés utilisés lors de la fabrication et de l'assemblage de la remorque **doivent** se conformer à la *Loi sur les produits dangereux* du Canada pour ce qui est de l'utilisation de matières dangereuses, de substances appauvrissant la couche d'ozone, de biphényles polychlorés, d'amiante et de métaux lourds.

3.4 **Vitesse**

3.4.1 La remorque **doit** pouvoir être tractée à sa charge utile maximale sur des autoroutes et des routes secondaires à des vitesses d'au moins 110 km/h.

3.5 **Capacité de remorquage**

3.5.1 La remorque **doit** suivre le véhicule tracteur sans osciller ou se balancer latéralement.

3.5.2 La remorque **doit** pouvoir s'articuler horizontalement jusqu'à 60 degrés (30° de chaque côté de la direction du déplacement) sans entrer en contact avec le véhicule tracteur.

3.6 **Béquille de la flèche d'attelage**

3.6.1 La remorque **doit** être fournie avec une béquille de flèche d'attelage qui peut lever et supporter le poids d'une remorque chargée selon les spécifications de la charge utile précisées au paragraphe 3.19.

3.6.2 La béquille de la flèche d'attelage de la remorque **doit** être munie d'une roue.

3.6.3 La béquille de la flèche d'attelage de la remorque **doit** pouvoir être démontée et entreposée ou tournée vers le haut et loin de la surface de la route lorsque la remorque est tractée.

3.6.4 La charge verticale de la barre de traction de la remorque ne **doit** pas dépasser 15 % du PNBV de la remorque.

3.7 **Attelage**

3.7.1 La remorque **doit** être munie d'un piton de remorquage d'au moins 3 po qui convient au PNBV.

3.7.2 La remorque **doit** être munie de deux (2) chaînes de sécurité avec mousquetons.

3.7.3 Les chaînes de sécurité **doivent** être conformes à la pratique recommandée J697 de la SAE.

3.8 **Protection du faisceau de câbles**

3.8.1 La remorque **doit** être équipée d'un système de protection et de fixation du connecteur du faisceau de câbles de la remorque à mettre en place lorsque cette dernière n'est pas utilisée ou qu'elle est entreposée.

3.8.2 Le système de protection et de fixation du connecteur du faisceau de câbles **doit** être un système « Connect-to-Protect » de Hanington Innovations ou l'**équivalent**.

3.8.3 Le garde-fiche électrique du connecteur du faisceau de câbles de la remorque **doit** être monté sur la flèche d'attelage à un endroit qui empêche la connexion électrique d'entrer en contact avec le sol au moment de son utilisation.

3.9 **Circuit électrique de 12 volts**

3.9.1 La remorque **doit** être équipée d'un circuit électrique à prise de masse de polarité négative.

3.9.2 La remorque **doit** être équipée d'un circuit électrique de 12 volts.

3.9.3 La remorque **doit** être équipée d'une fiche de câble primaire à sept broches, conformément à la pratique recommandée J560 de la SAE.

3.10 **Éclairage de 12 volts**

3.10.1 La remorque **doit** être équipée de feux et de réflecteurs de 12 volts, conformément aux NSVAC.

3.10.2 Tous les dispositifs d'éclairage **doivent** être à DEL.

3.11 **Protecteurs pour dispositifs d'éclairage**

3.11.1 Tout dispositif d'éclairage **doit** être protégé à l'aide de protecteurs ou être fixé à un endroit où il ne sera pas endommagé.

3.12 **Porte-plaque d'immatriculation**

3.12.1 La remorque **doit** être munie d'un porte-plaque d'immatriculation monté à l'arrière.

3.13 **Système de freinage**

3.13.1 La remorque **doit** être équipée d'un système de freinage électrique alimenté par le véhicule tracteur par l'intermédiaire de la fiche d'alimentation de la remorque.

3.13.2 La remorque **doit** être équipée d'un système de freinage automatique en cas de rupture d'attelage de la remorque.

3.13.3 Tous les essieux de la remorque **doivent** être équipés d'un système de freinage pouvant être immergé dans l'eau et résistant à la corrosion.

3.14 **Essieux**

3.14.1 Les essieux de la remorque **doivent** avoir une capacité au moins équivalente au PNBV.

3.14.2 La suspension **doit** avoir une capacité au moins équivalente au PNBV.

3.15 **Roues, jantes et pneus**

3.15.1 La pression des pneus **doit** être indiquée près de l'emplacement du pneu.

3.15.2 Les pneus **doivent** être toutes saisons sans chambre à air.

3.15.3 Les jantes **doivent** être d'une seule pièce en acier.

3.15.4 Un pneu de rechange identique à ceux installés sur la remorque **doit** être fournis sur la remorque.

3.15.5 L'entrepreneur **doit** faire approuver l'emplacement où est monté le pneu de rechange par l'Autorité technique.

3.16 **Lubrifiants**

3.16.1 La remorque **doit** être livrée et pouvoir être entretenue avec des lubrifiants non exclusifs.

3.16.2 Les graisseurs **doivent** être conformes à la pratique recommandée J534 de la SAE.

3.17 **Identification**

3.17.1 Les renseignements suivants **doivent** être inscrits de façon permanente à un endroit bien en vue, mais protégé :

- a. Le nom du fabricant, le modèle et le numéro de série;
- b. Le numéro d'identification du véhicule (NIV) du fabricant;
- c. La capacité de la remorque (charge utile et PNBV) doit être inscrite sur la barre d'attelage.

3.17.2 Toutes les étiquettes comportant des mises en garde et des directives **doivent** être bilingues ou utiliser des symboles ISO.

3.18 **Directives relatives à la livraison de la remorque**

3.18.1 La remorque **doit** être livrée à destination dans un état entièrement opérationnel (entretien et réglage faits).

3.18.2 La remorque **doit** être propre à la livraison.

3.18.3 À des fins de vérification lors de la livraison, tous les articles comme les clés pour les écrous de roue, les crics de levage, les sangles de fret et tous les autres outils, pièces de matériel et accessoires qui sont expédiés non montés **doivent** être énumérés sur le certificat d'expédition ou sur le bordereau d'emballage qui les accompagne.

3.19 **Charge utile**

3.19.1 La remorque **doit** pouvoir supporter le chargement, le transport, l'entreposage et le déchargement de la charge utile, à savoir l'embarcation pneumatique à coque rigide décrite à l'annexe 1.

3.19.2 Lorsque la charge utile est sur la remorque, il ne **doit** pas y avoir de contact entre les éléments qui supportent la charge et les nervures de la coque qui vont de la proue à la poupe.

3.19.3 La capacité de charge utile de la remorque **doit** être d'au moins 3000 kg.

3.20 **Systèmes de lubrification des moyeux**

3.20.1 Tous les roulements des roues **doivent** être munis de protecteurs de roulements de roue Bearing Buddy® en acier inoxydable ou l'**équivalent**.

3.21 **Rouleaux**

3.21.1 La remorque **doit** être équipée d'un système de rouleaux pour guider l'embarcation lors de son chargement ou de son déchargement et pour supporter l'embarcation lors de son entreposage ou de son transport sur la remorque.

3.21.2 Les rouleaux **doivent** être fabriqués d'un matériau de polymère à l'épreuve de l'eau et des rayons UV.

3.21.3 Les rouleaux **doivent** être configurés et fabriqués de manière à ne pas marquer la coque de l'embarcation.

3.21.4 Les rangées de rouleaux ne **doivent** pas dépasser le tableau arrière de l'embarcation.

3.21.5 Les rangées de rouleaux **doivent** pleinement supporter la charge utile dans des conditions de charge dynamique correspondant à des conditions normales de transport, y compris des déplacements hors route.

3.22 **Construction générale**

3.22.1 Le châssis de la remorque **doit** être construit en acier galvanisé.

3.22.2 Les garde-boue **doivent** supporter une charge de 150 kg en leur centre et distribuée sur une surface de 0,2 m², sans aucune déformation visible des garde-boue ni des supports des garde-boue.

3.22.3 Tous les dispositifs de fixation **doivent** être zingués.

3.22.4 Toute l'eau **doit** s'écouler de la remorque lorsqu'elle est immobile après avoir été submergée.

3.22.5 Un point de montage fixe **doit** être posé sur le dessus du châssis à une distance entre 1 et 1,5 m de l'avant et de l'arrière de la remorque, de chaque côté de la remorque.

3.23 **Prévention des chutes et des glissades**

3.23.1 Toutes les surfaces horizontales sur lesquelles il est possible de se tenir debout lors de l'entretien de l'embarcation **doivent** être recouvertes d'une finition antidérapante.

3.23.2 La finition antidérapante **doit** être appliquée soit sur la surface entière, soit en lignes espacées d'au plus 150 mm entre elles ou de l'arête la plus longue de la surface sur laquelle il est possible de se tenir debout.

3.23.3 La finition antidérapante **doit** être qualifiée par le National Floor Safety Institute.

3.23.4 La finition antidérapante **doit** être homologuée pour usage extérieur.

3.24 **Treuil de bateau**

3.24.1 La remorque **doit** être équipée d'un treuil d'une capacité minimale de 1500 kg pour la mise à l'eau et la sortie de l'eau de l'embarcation.

3.24.2 La sangle du treuil **doit** être munie d'une boucle et d'un crochet à fermeture à ressort.

4.0 SOUTIEN LOGISTIQUE INTÉGRÉ

4.1 Documentation et éléments de soutien

4.1.1 Éléments fournis à l'Autorité technique.

- a. **Fiche technique** Un résumé bilingue des données avec données et photographies doit être fourni dans le format fourni par le responsable technique lorsque la première remorque est expédiée.
- b. **Lettre de garantie**
 - (i) Un exemplaire papier bilingue de la lettre de garantie dûment remplie et rédigée selon le format approuvé (remis par l'Autorité technique) **doit** être fourni à l'Autorité technique avec chaque remorque livrée.
 - (ii) La lettre de garantie **doit** comprendre le nom et les coordonnées du fournisseur de garantie désigné le plus près ainsi que ceux d'autres fournisseurs de garantie désignés un peu partout au Canada.
- c. **Fiches signalétiques**
 - (i) L'entrepreneur **doit** fournir une liste de toutes les matières dangereuses utilisées pour la fabrication de la remorque.
 - (ii) Si aucune matière dangereuse n'a été utilisée, la liste **doit** en faire mention.
 - (iii) L'entrepreneur **doit** fournir les fiches signalétiques de toutes les matières dangereuses figurant sur la liste.

4.1.2 Articles fournis avec chaque remorque

- a. **Manuel de l'opérateur**
 - (i) Un manuel de l'opérateur décrivant l'utilisation sécuritaire de la remorque et de tous les accessoires compris **doit** être fourni avec chaque remorque livrée.
 - (ii) Le manuel de l'opérateur **doit** être fourni en format bilingue sous la forme d'un ensemble.
 - (iii) Un exemplaire numérique du manuel de l'opérateur **doit** être fourni, en plus de l'exemplaire papier, avec chaque remorque livrée.

- (iv) L'exemplaire numérique ne **doit** pas nécessiter de mot de passe, de procédure d'installation automatique ou de connexion Internet.
- (v) L'exemplaire numérique **doit** être fourni sur CD ou DVD. Il est préférable que l'exemplaire numérique soit fourni en format PDF permettant les recherches.

b. **Lettre de garantie**

- (i) Un exemplaire papier bilingue de la lettre de garantie dûment remplie et rédigée selon le format approuvé (remis par l'Autorité technique) **doit** être fourni avec chaque remorque livrée.
- (ii) La lettre de garantie **doit** comprendre le nom et les coordonnées du fournisseur de garantie désigné le plus près ainsi que ceux d'autres fournisseurs de garantie désignés un peu partout au Canada.
- (iii) Les fournisseurs de garantie désignés **doivent** honorer la lettre de garantie.